



**Consultation publique**  
**Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de**  
**la distribution de la presse**

**Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises**  
**de presse**

**Contribution de la Fédération Nationale de la Presse d'information Spécialisée**

Paris, le 1<sup>er</sup> février 2021

**Préambule**

La note introductive de cette consultation indique "La méthodologie mise en place par le CSMP était celle élaborée par le cabinet Mazars en 2012. Celle-ci consistait, schématiquement, à mettre en évidence les surcoûts spécifiques liés à la distribution de quotidiens. Le montant de la péréquation était ainsi calculé comme la somme des coûts associés aux *"contraintes spécifiques à la presse quotidienne (...), et qui ne seraient donc pas encourus si le réseau était utilisé exclusivement pour la presse magazine"*"<sup>2</sup>

La FNPS souhaite revenir aux sources mêmes de ce rapport Mazars et à la décision du CSMP 2012.05.

En effet, le Rapport Mazars du 20 juillet 2012 "Elaboration d'un mécanisme de péréquation entre coopératives de messagerie de presse" expose en sa page 3 :

"Par cette décision, rendue exécutoire par la délibération de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse (ARDP) du 10 janvier 2012, l'Assemblée du CSMP a chargé son Président de lui proposer dans un délai maximum de neuf mois un mécanisme de péréquation inter-coopératives (...) Le mécanisme proposé vise à "répartir entre toutes les entreprises de presse adhérant aux coopératives, de façon objective, transparente et non discriminatoire, les efforts nécessaires pour assurer la couverture des coûts de distribution des quotidiens d'information politique et générale".

Puis, ce rapport dans son résumé et conclusions page 10 indique :

"Le présent rapport rend compte des investigations effectuées au cours de la mission, afin d'analyser les surcoûts spécifiques liés aux contraintes propres à la distribution de la presse quotidienne".

Il s'en est suivi la décision 2012.05 du CSMP qui dit "Afin d'assurer une répartition équitable des charges liées à la distribution de la presse quotidienne d'information politique et générale, il est institué un mécanisme de péréquation qui a pour objet de faire prendre en charge par l'ensemble des sociétés coopératives de messagerie de presse (...) les surcoûts supportés par l'entreprise Presstalis du fait de la distribution des quotidiens"

→ **Le rapport Mazars puis le CSMP passent donc sémantiquement de la couverture des coûts de distribution des quotidiens d'information politique et générale aux contraintes propres à la distribution de la presse quotidienne dans son ensemble.**

**Fédération Nationale de la Presse d'information Spécialisée**  
**La Presse de la Connaissance, du Savoir et de l'Emploi**

Ceci est loin d'être anecdotique, puisqu'un Rapport Ricol Lasteyrie<sup>1</sup> de Février 2015 indiquait que la presse quotidienne non IPG (sportive et turfiste) représentait en 2015 un produit d'exploitation de 31.7 M€ (44.8 %) sur un total de 70.7 M€ pour le total quotidiens métropole.

Le rapport Ricol Lasteyrie exposait à l'époque que le résultat d'exploitation (REX) avant aide publique et péréquation était en perte pour les quotidiens non IPG de 24.1 Millions d'Euros.

Quotidiens métropole			
En Millions d'€	IPG	Non IPG	Total
Produits d'exploitation	39,0	31,7	70,7
REX avant aide et péréquation	- 27,9	-24,1	- 52,1
Aide publique	28,0		28,0
Péréquation	13,8	10,8	24,6
Résultat d'exploitation	13,9	- 13,4	0,5

Il y a donc depuis le début un biais d'importance par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur, puisque d'une péréquation vers les seuls quotidiens IPG, on est passé à une péréquation dont 10,8 M€ en 2015 a été destinée aux quotidiens non IPG (sportifs et turfistes), et que malgré ces 10,8 Millions d'€ de péréquation, les quotidiens non IPG restaient en perte d'exploitation de 13,4 Millions, supportée par tous les coopérateurs de Presstalis.

**L'article 19 de la loi Bichet prévoit que "Lorsque l'agrément est délivré à une société qui distribue des quotidiens, celle-ci doit présenter une comptabilité analytique distinguant la distribution de ces titres de la distribution des autres titres de presse".**

**Il est nécessaire que cette obligation légale se double d'une obligation découlant du cahier des charges de distinguer en comptabilité ce qui relève de la distribution des quotidiens IPG et des autres quotidiens (quotidiens non IPG)**

En effet, même si la loi prévoit la "répartition, entre toutes les entreprises de presse adhérant aux sociétés coopératives de groupage de presse utilisant les services des sociétés agréées de distribution de la presse, des coûts spécifiques et ne pouvant être évités induits par la distribution des quotidiens, cette disposition juridiquement contestable doit être appliquée, en ce qui concerne les quotidiens non IPG, de manière restrictive.

Nous rappelons en effet que le principe constitutionnel reconnu par le Conseil du même nom dans sa décision 84-181 du 11 octobre 1984 est circonscrit : "Considérant que le pluralisme des quotidiens d'information politique et générale auquel sont consacrées les dispositions du titre II de la loi est en lui-même un objectif de valeur constitutionnelle".

Ce principe n'étant pas applicable aux quotidiens non IPG, la disposition figurant dans la loi est d'une extrême fragilité au regard de la liberté du commerce et de la liberté d'entreprendre, autres principes de valeur constitutionnelle.

Nous attirons ainsi l'attention de l'Autorité sur la fragilité de la base constitutionnelle de cette disposition en dehors du périmètre de l'information politique et général devant conduire à une application des plus restrictives de la mesure, notamment dans son calcul.

---

<sup>1</sup> Ces chiffres datent de 2015, mais l'ARCEP aura toutes facilités pour se faire communiquer des chiffres plus récents

#### Question n° 1

**Le calcul du montant de la péréquation sur le périmètre N1 « élargi », c'est-à-dire incluant les coûts de la plateforme du niveau 2 de Bobigny, appelle-t-il des remarques de votre part ? Si oui lesquelles ? Si un autre périmètre devait être retenu merci d'en expliquer les raisons.**

Le calcul doit se faire uniquement sur le N 1 et sans inclure la fonction de niveau 2 parisien utilisée aujourd'hui par de nombreux autres titres qui ne sont pas des quotidiens IPG.

Il convient d'exclure la plateforme de traitement de Bobigny comme le sont tous les coûts de N2.

#### Question n° 2

**L'approche consistant à exclure des surcoûts d'inefficacité et des surcoûts évitables du calcul de la péréquation vous semble-t-elle devoir être maintenue ? Y aurait-il d'autres types de coûts qu'il conviendrait, à votre sens, d'exclure ? L'évolution du secteur, et notamment la liquidation de Presstalis, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP ?**

Cette approche doit être maintenue : Les surcoûts d'inefficacité et des surcoûts évitables liés à des pratiques historiques du distributeur ne sont pas des coûts directement liés à la distribution des quotidiens.

#### Question n° 3

- **L'évolution de secteur, en particulier la liquidation de Presstalis et les changements organisationnels opérés par France Messagerie, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP, consistant à exclure le surcoût lié aux coûts sociaux supportés par le distributeur de presse quotidienne du calcul de la péréquation ?**
- **La méthode d'estimation utilisée par le CSMP, par comparaison avec des conditions salariales et des effectifs de structures similaires, vous semble-t-elle appropriée pour l'évaluation de ce surcoût ? Sinon, quelle méthode préconiseriez-vous et pour quelles raisons ?**

Cette approche doit être conservée et ce d'autant plus que la liquidation de Presstalis devait être l'occasion d'éliminer ces surcoûts.

#### Question n° 4

- **L'évolution de secteur, en particulier la liquidation de Presstalis et les changements organisationnels opérés par France Messagerie, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP, consistant à exclure des surcoûts liés aux frais de siège supportés par Presstalis du calcul de la péréquation ?**
- **Hormis la question des sureffectifs, identifiez-vous d'autres éléments à prendre en compte dans le calcul des surcoûts de frais de siège ? En préciser les raisons le cas échéant.**
- **La méthode d'estimation utilisée par le CSMP, par comparaison avec des structures similaires, vous semble-t-elle appropriée pour l'évaluation de ce surcoût ? Sinon, quelle méthode préconiseriez-vous ? En préciser les raisons le cas échéant.**

Cette approche doit être conservée et ce d'autant plus que la liquidation de Presstalis devait être l'occasion d'éliminer ces surcoûts.

**Question n° 5**

**- Vous semble-t-il pertinent de considérer les coûts des trajets direct imprimerie et les coûts d'approche comme évitables et de les exclure ? Distinguez-vous certains types de trajets à inclure et d'autres à exclure de l'analyse, et pour quelles raisons ?**

Cette approche doit être conservée. Ces coûts relèvent de choix historiques des éditeurs qui pourraient être réévaluer par les éditeurs eux-mêmes. Les mettre à la charge de la collectivité aurait de plus pour conséquence de figer les choix actuels.

Par ailleurs, il est nécessaire de préciser que seuls les frais de transport liés à la distribution à destination de la vente au numéro doivent être pris en compte. Tous autres coûts de livraison, notamment à destination du portage abonné ou de la vente part tiers, doivent être décompté pour leur part respective lorsque la prestation est mutualisée.

**Question n° 6**

**- Existe-t-il, selon vous, d'autres surcoûts inefficaces ou évitables qui devraient être exclus du calcul de la péréquation ? Si oui, lesquels ?**

**- Quelle méthode d'estimation préconiseriez-vous pour les évaluer ? En préciser les raisons le cas échéant.**

Tous les coûts relevant de décisions marketing de l'éditeur, tels que la distribution en après-midi et le dimanche doivent être exclus, et supportés par les seuls décisionnaires de ces choix.

Il en est de même pour la distribution des suppléments des quotidiens et les surcoûts engendrés par des prestations logistiques spécifiques liés à des contraintes de distribution individuelle ou des incidents de production.

**Question n° 7**

**- De manière générale, cette actualisation annuelle de l'évaluation des surcoûts inefficaces et évitables appelle-t-elle des remarques de votre part ?**

L'actualisation annuelle des coûts est nécessaire et doit se baser sur une comptabilité analytique certifiée par un commissaire aux comptes indépendants et validée par l'Arcep.

**Question n° 8**

**- Vous semble-t-il justifié de prendre en compte chacune des cinq contraintes précitées dans le calcul de la péréquation ? Sinon, pour quelles raisons ?**

Comme exposé dans notre réponse à la Q6, les 3 premiers points relèvent de coûts engendrés par les choix marketing des éditeurs et ne doivent en aucun cas être inclus dans le périmètre.

Quant aux deux derniers points, ils se justifiaient peut-être du temps où les quantités traitées étaient importantes, mais au vu des tendances actuelles de diffusion, elles ne doivent plus être pris en compte. Seul 2 quotidiens dépassent désormais les 32 000 exemplaires et l'un d'eux n'est pas IPG.

**Question n° 9**

**- La prise en compte de cette contrainte (schéma logistique transport) dans le calcul des coûts spécifiques liés au sous- remplissage des camions vous semble-t-elle justifiée ? Pourquoi ? D'autres caractéristiques du schéma de transport pour distribuer les quotidiens doivent-elles selon vous être considérées dans le calcul de la péréquation ?**

Cette contrainte peut être prise en compte.

**Question n° 10**

**En dehors des six contraintes précédemment identifiées, quelles autres contraintes impliquant des coûts spécifiques observez-vous ? Jugez-vous nécessaire de les retenir ou de les exclure du périmètre de la péréquation ? Le cas échéant en expliquer les raisons.**

Nous ne constatons pas d'autres contraintes et pensons que le périmètre retenu est complet.

**Question n° 11**

**La méthode des coûts évitables retenue par le CSMP pour l'évaluation des coûts spécifiques à la distribution des quotidiens vous semble-t-elle appropriée ? Si tel n'est pas le cas, que préconisez-vous et pour quelles raisons ?**

Cette méthode est pertinente, elle devrait seulement être actualisée sur le périmètre des seuls quotidiens IPG.

**Question n° 12**

**Le fait de retenir des hypothèses sur les paramètres de coûts (e.g. coûts unitaires, quantités d'intrants, productivité) fondées sur les meilleures pratiques observées dans le secteur vous semble-t-il justifié ?**

Oui cette pratique est la plus pertinente. Il nous semble même qu'il n'y en a pas d'autres possibles.

**Question n° 13**

**Les modalités de calcul du montant dû au titre de la péréquation et des acomptes mensuels provisionnels envisagées appellent-elles des remarques de votre part ? Si oui, lesquelles ?**

Le mode de calcul est pertinent

**Question n° 14**

**Avez-vous des remarques sur le mécanisme envisagé par l'Autorité ?**

Aucune remarque particulière.

**Question n° 15**

**Avez-vous des remarques sur le mécanisme décrit ci-dessus ? Si oui, lesquelles ?**

La baisse de diffusion en vente au numéro des 7 quotidiens nationaux s'établissant à près de - 25%, un impact significatif sur le montant de la péréquation devrait être constaté même si les frais pris en considération sont en partie, mais en partie seulement, à coût fixe. S'il se confirme que la baisse de VMF de la presse magazine a évolué dans le même sens mais pas avec la même intensité, un mécanisme d'ajustement en cours d'année nous semble nécessaire.

**Question n° 16**

**Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.**

Aucune remarque ou suggestion particulière si ce n'est d'établir la transparence des coûts attribuables au quotidiens IPG et aux quotidiens non IPG.